WECF
WOMEN ENGAGE FOR A COMMON FUTURE

Communiqué de presse –17 novembre 2026

WECF soutient l'alerte du collectif Lacrymos de sang et appelle les pouvoirs publics à appliquer le principe de précaution

Des risques sanitaires qui ne peuvent plus être ignorés. Les gaz lacrymogènes ne provoquent pas seulement des larmoiements. Au-delà des effets immédiats, des fortes inquiétudes existent concernant la santé gynécologique et reproductive des femmes qui y ont été exposées : troubles menstruels, saignements inhabituels, douleurs pelviennes, ovariennes... En 2023, une étude publiée dans *Frontiers in Epidemiology* (Hassan et al.), portant sur des personnes exposées à des agents chimiques utilisés par les forces de l'ordre, rapporte des symptômes reproductifs et menstruels. Plus de 10 000 témoignages en ce sens ont par ailleurs été recueillis par le collectif *Lacrymos de sang* entre le 8 et le 31 octobre 2026.

Ces signalements constituent **des alertes sanitaires** qui doivent être prises au sérieux et qui justifient des investigations indépendantes. Les effets potentiels sur la fertilité, la grossesse, le développement fœtal et l'allaitement restent insuffisamment documentés. Les éventuelles propriétés perturbatrices endocriniennes des composants des gaz doivent également être étudiées. La grossesse nécessite une attention particulière, car une exposition à ces gaz peut affecter la mère et avoir des conséquences sur le développement du bébé.

Un enjeu de santé publique et de droits fondamentaux : L'exposition aux gaz lacrymogènes ne se limite pas aux personnes ciblées : elle concerne les riverain·es des manifestations, les passant.es, les populations vulnérables, notamment les enfants, les femmes enceintes, les malades chroniques. Ce sont des armes aux effets indiscriminés qui soulèvent également des questions relatives au respect des droits fondamentaux. Dans la pratique, les forces de police utilisent les gaz lacrymogènes de façon disproportionnée, contre des rassemblements pacifiques, ce qui est régulièrement dénoncé. Les personnes exposées ne disposent pas toujours de la possibilité de s'éloigner du nuage chimique, notamment pendant les rassemblements encerclés (nasses). La protection des populations impose de réexaminer les pratiques de maintien de l'ordre et les alternatives moins risquées. C'est d'ailleurs ce qui est en cours à New York.

Appliquer le principe de précaution et agir sans attendre : Le manque de données scientifiques indépendantes sur les effets à moyen et long terme des gaz lacrymogènes, notamment sur la santé reproductive et le développement de l'enfant, constitue une lacune préoccupante. L'absence de preuves n'est pas une absence de danger.

WECF soutient les démarches engagées auprès des pouvoirs publics, notamment la saisine de l'Anses par la CLCV (consommation, Logement et cadre de Vie), les demandes parlementaires et les initiatives du collectif Lacrymos de sang. Au regard des alertes sanitaires et des incertitudes scientifiques, WECF appelle les pouvoirs publics à appliquer le principe de précaution et demande :

- **La suspension de l'utilisation des gaz lacrymogènes** dans l'attente d'une expertise scientifique indépendante, puis l'examen de leur utilisation et l'étude de leur interdiction
- **Des études toxicologiques et épidémiologiques indépendantes** sur les formulations utilisées, leurs composants et leurs produits de dégradation, avec une attention particulière aux effets hormonaux et reproductifs, à la grossesse et au développement de l'enfant.
- **La transparence sur la composition des produits**, afin d'informer les populations exposées et les professionnel·les de santé.
- **La mise en place d'une surveillance sanitaire** des personnes exposées, en particulier des femmes enceintes, des enfants et des personnes vulnérables.

« L'utilisation de gaz lacrymogène menace à la fois la santé publique et les droits fondamentaux. La encore, ces risques spécifiques à la santé des femmes ne doivent plus etre invisibles et cette inégalité n'est pas acceptable »

Contact : Docteure Sylvie Platel, responsable Pôle plaidoyer Santé-Environnement & Genre + 33 6 60 38 20 60
sylvie.platel@wecf.org

WECF (Women Engage for a Common future) est une ONG pionnière de l'écoféminisme de terrain dont le but est de « Construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable ». Elle intervient dans les domaines de la santé-environnement, le climat.